

ciable sur le cours des événements. Nous faisons allusion au comité de la Chambre d'Assemblée qui a été nommé, dans la session de 1864, sur la proposition de M. Brown, pour faire une enquête sur les sujets mentionnés dans la correspondance de MM. Cartier, Galt et Ross au ministre des colonies en 1859, et au rapport de ce comité, qui était cougu dans les termes suivants :

(A continuer.)

CANADA.

Lévis, 7 novembre 1866.

ETATS-UNIS.

Les éléments de trouble et de désordre, naissent de tous côtés chez nos voisins; la situation ne fait qu'empirer, et déjà les moins timides s'alarment; chacun, en se mettant au lit le soir se demande s'il ne se réveillera pas le lendemain au bruit des armes en pleine guerre civile. En effet les relations de l'exécutif avec les partis, des gouverneurs d'états avec leurs subordonnés s'enveniment, et, pour peu que cela continue, l'anarchie remplacera l'autorité.

A l'issue de la dernière guerre, on s'attendait que les différents partis, oubliant leurs sujets de plaintes réciproques, se donneraient la main pour travailler de concert à faire disparaître les traces de la lutte, à raffermir sur ses bases l'édifice de l'Union Américaine ébranlé par les fureurs des factions. On comptait sans le fanatisme politique, sans les passions populaires surexcitées et exploitées par des hommes qui veulent parvenir au pouvoir, à la renommée par les plus infâmes moyens.

Aussi les Démocrates et les Républicains ont creusé entre eux un abîme, et sont prêts à s'y précipiter. Il n'y a plus seulement l'antagonisme du Sud et du Nord, ce dernier se fractionne et bientôt l'Ouest ne voudra plus marcher sous le même étendard que la Nouvelle-Angleterre.

Il semble que le Maryland ambitionne la gloire de jouer le premier acte du grand drame qui va peut-être décider du sort de la République-Modèle. Tous les yeux se tournent vers Baltimore et l'on attend avec une anxiété fiévreuse le dénouement de la querelle entre le gouverneur et les commissaires nommés pour les fins électorales. L'état des affaires dans cette ville, le voici. Le gouverneur Swann, républicain modéré du parti du président entend les plaintes portées contre les commissaires, et les somme de comparaître devant lui. Ces derniers refusent d'obéir et ne se disent justiciables que des tribunaux de leur droit.

Le gouverneur menace de les destituer. Rien n'y fait. Ils se maintiennent coûte que coûte par la force des armes, et en même temps ils appellent à leur secours les amis des villes voisines. Comme on le voit, la question

prend une tournure alarmante, et peut se résoudre d'une manière terrible, car on ne peut espérer que si le sang coule à Baltimore, les autres villes resteront impassibles. Le moindre combat sera comme une étincelle qui fera éclater l'incendie de tous côtés. Le Times de New-York ne se trompe pas sur la gravité de la situation, et se faisant l'écho des alarmes des gens modérés exprime ses craintes dans les lignes suivantes :

" Les signes précurseurs du danger, dit-il, se multiplient avec une rapidité en face de laquelle nous ne pouvons rester indifférents. L'orateur ou l'écrivain qui dirait que les feux d'un volcan couvent souvent sous nos pieds, et peuvent d'un moment à l'autre éclater à la surface du sol, serait accusé de vouloir faire des phrases à effet. Ses paroles paraîtraient extravagantes, sans cependant dépasser les limites de la vérité. Elles ne feraient qu'annoncer un danger dont nous voyons des signes de tous côtés."

Pour expliquer ces perturbations de l'ordre social, ces moments d'arrêt dans l'heureux fonctionnement de la machine gouvernementale, on a recours aux raisons ordinaires. C'est la fureur des partis qui ne veulent aucun compromis, c'est l'ambition de quelques fanatiques qui produisent tout le mal. Les causes ne manquent pas : on les peut trouver par centaines; mais elles ont le tort de ne satisfaire personne. Sans doute, elles entrent pour beaucoup dans les progrès du mal, mais nous croyons que pour trouver les véritables causes, il faut nous placer à un point de vue plus élevé pour voir les choses plus clairement.

Suivant nous, les américains n'ont point vu encore le commencement de la fin de leurs troubles intérieurs; et voici pourquoi.

La base véritable, le fondement solide sur lequel tout gouvernement doit s'appuyer pour être stable, surtout dans une république, c'est le respect, la vénération pour l'autorité; ce respect prend sa source dans la moralité, dans les sentiments religieux de la nation. Sans cette vénération du peuple pour l'autorité légitimement constituée, il ne peut y avoir de garantie de durée, ni de tranquillité pour le gouvernement.

De même que les ministres tirent leur influence du pouvoir qu'ils représentent, de même le chef d'un état, qu'il soit roi ou président, doit emprunter son prestige à une source très-élevée, placée au-dessus des choses de ce monde; il faut que sa puissance découle, émane d'une puissance supérieure à la sienne, et que le peuple voit en lui le représentant de ce pouvoir, pour qu'il paraisse obéir à Dieu dans l'homme.

Ces idées n'ont plus cours chez nos voisins depuis longtemps; le respect aux lois et à la constitution, la morale et les sentiments religieux, ont disparu. Ils ont pu vivre sous leur gouvernement sans s'inspirer de ces grands principes qui font la force d'un état, mais combien de fois ne se sont-ils pas vus sur le bord de la guerre civile? Ils n'ont évité les

conflits qu'à force de compromis et grâce à quelques hommes d'état, qui pouvaient faire entendre des paroles de justice. Mais aujourd'hui, le temps des compromis et des expédients de toute espèce est passé. Il faut que le gouvernement américain envisage la difficulté dans toute sa gravité, qu'il l'aborde de front.

C'est en vain qu'il cherche à donner un autre cours à l'opinion publique à diriger son attention sur les affaires du dehors.

Comme tout nous porte à le croire, les dernières mesures du gouvernement américain relativement aux dommages causés par les corsaires confédérés et la lettre de M. Seward à l'ambassadeur anglais, sont une tactique qui pourra apporter un moment de répit, mais ne mènera pas à une solution de la question pendante.

Ce qui se passe aujourd'hui aux Etats-Unis était prévu depuis longtemps par les hommes éclairés de ce pays qui n'ont pas manqué de donner des avertissements à leurs concitoyens. Mais leurs paroles se sont perdues au milieu du tumulte, et le peuple, plein de confiance en son avenir, s'est l'ancé à la poursuite de sa fortune.

Fervent adorateur du dieu métal, il s'est voué au culte de cette divinité en foulant aux pieds tous les principes de l'ordre social. Il a obtenu ce qu'il désirait; le bien-être matériel; mais le fleuve de la richesse, en se répandant dans toutes les classes de la société, y a laissé des germes de corruption et de décadence qui se sont développés, et sont prêts à porter des fruits qui amèneront peut-être la ruine ou le démembrement de la République-Modèle.

NOUVEAU MARCHÉ.

Nous avons le plaisir d'annoncer qu'une Halle neuve vient d'être achevée sur le terrain réservé pour un marché par le gouvernement.

Plusieurs étaux y sont déjà ouverts. Nous croyons que toute la population de la Haute-Ville trouvera un grand avantage à être ainsi dispensée de descendre les côtes, surtout pendant la saison glissante. La Halle actuelle n'est que temporaire; c'est plutôt un essai, et nous nous croyons autorisés à dire que si ce marché est fréquenté, nous aurons avant longtemps sur ces lieux une Halle qui ne le cédera en rien à celui de Québec, pour la grandeur et la beauté.

Ce qui suivra l'évacuation de Rome.

Nous lisons dans l'Union de Paris :

D'après le plan qu'on déroule devant nous, l'évacuation de Rome serait suivie d'un acte par lequel les Romains manifesteront leur volonté; ils auraient à se prononcer sur la souveraineté du Chef de l'Eglise. C'est l'avis et le désir du Siècle, du Journal des Débats, de l'Opinion nationale, de l'Evenir national, et d'autres encore.

Serrons de près cette question, Nous voyons deux manières de renverser ce qui reste du pouvoir temporel du chef de l'Eglise : l'émeute et le scrutin. D'abord l'émeute.

Nos soldats une fois partis, le comité bien connu organise une démonstration, une révolte, un mouvement n'importe lequel, à l'aide des étrangers que l'on est en train de recruter secrètement des aujourd'hui. Le pouvoir pontifical, au moyen de la légion chargée de sa défense, maintient l'ordre chez lui et même au besoin par la force, comme cela se pratique en tout pays. S'il y a des morts ou des blessés du côté des insurgés on dira que le Pape fait égorger ces pauvres Romains, qui voudraient être plus " esclaves," et que cela crie vengeance; les deux révolutionnaires auraient mieux aimé que le pape se laissât jeter à bas sans résistance. Mais l'émeute romaine, vaincue aujourd'hui, reparaitra demain, parce qu'elle se recruta sous des formes diverses. L'excitation sera permanente et le désordre aussi; c'est alors que les Piémontais, dont les forces resteraient échelonnées sur les frontières pontificales, feront, bon gré, mal gré, accepter leurs services pour rétablir l'ordre à Rome; ils s'y présenteront respectueusement et dans l'intérêt, bien entendu de la sécurité de la liberté spirituelle du Chef de l'Eglise. Le Pape leur enjoindra de s'éloigner; ils lui répondront qu'ils sont là pour le protéger. Le Pape vaudra quitter Rome; et peut-être ne le pourra pas. Alors de deux choses l'une : ou le Pape sera prisonnier au Vatican, ou bien il sera fugitif. Dans les deux cas, la question romaine ne sera pas finie, mais elle commencera avec un formidable caractère et des émotions immenses, dont les publicistes révolutionnaires ne paraissent pas se douter.

Tel sera le résultat de l'émeute romaine d'après ce qu'il est permis de prévoir, et des journaux nous répéteront chaque matin et chaque soir que le Pape est cause de tout le mal en refusant de se reconcilier avec " l'Italie."

Passons à l'autre hypothèse, le scrutin. Supposons qu'après le départ de nos troupes, on soumette la question de la souveraineté du Chef de l'Eglise aux suffrages des Romains. C'est le contenu refrain des feuilles que nous combattons. Voyons s'il y aurait du bon sens et s'il pourrait y avoir une valeur sérieuse, une justice quelconque dans une opération de cette nature. Nous n'examinons pas ici la prétention inacceptable d'une ville qui entreprendrait de faire passer son intérêt problématique avant l'intérêt supérieur du monde chrétien; nous prenons le fait tout seul.

Il faut une autorité pour ouvrir un scrutin. Rome est au Pape; nos contradicteurs pensent que le Pape doit mettre aux voix sa propre déchéance? Aurait-il l'intention de lui demander? Y a-t-il sur la terre un chef, grand ou petit, un prince, je ne sais lequel, un pouvoir établi je ne sais où, à qui ils oseraient adresser une telle proposition? Et le plus petit souverain, à qui elle serait faite, l'accueillerait-il? Le Pape y consentirait-il moins qu'un autre, par la raison qu'il n'est pas le maître, mais seulement le dépositaire passager des droits dont on poursuivrait l'annéantissement par oui ou par non.

Le Chef du monde chrétien ne mettra donc pas au vote sa déchéance. Quelle est donc l'autorité qui ouvrirait le scrutin? Nous ne pensons pas qu'il y ait sous le soleil un souverain qui voudrait se charger de cette opération; il n'en aurait pas le droit; ce serait une ingérence monstrueuse; cela ne s'est jamais vu. Des envahisseurs avec visage de roi ont pu, sous nos yeux, procéder par voie de conspiration ou de conquête; mais l'histoire ne nous offre pas un seul exemple d'un souverain allant chez un autre souverain pour précéder, sous ses yeux, à un scrutin d'où doit sortir son maintien ou sa ruine.

Existe-t-il un homme raisonnable et de bonne foi qui croirait à la sincérité d'une opération accomplie dans de telles conditions pareilles? Les entrepreneurs de ce suffrage universel dans la ville des Pontifes, de qui tiendraient-ils leurs droits? Ce ne pourrait être d'une assemblée électorale; car on ne compte ni pas de dieu ion contre le pouvoir du Pape, en présence du Pape encore debout. Il y aurait donc dictature non reconnue par la cité, mais imposée; où serait alors la volonté nationale des Romains, puisqu'elle ne s'exprimerait pas? Des bulletins s'envoleraient dans l'urne; qui donc lirait ces bulletins? qui les compterait? qui ferait l'exécutive répartition des oui ou des non? Diriez-vous que des commissaires français seraient là? Mais vous ne sentiriez pas l'outrage que vous feriez à la France en la supposant capable de remplir l'office d'assesseur autour de l'urne sciemment ouverte par la révolution pour la déposition du Pape? Et si tout est outrageant, absurde ou faux dans l'hypothèse du scrutin, est-ce là ce que vous voulez présenter au respect, à la sanction morale de la France et de l'univers chrétien?

Vaill, en la dégageant des déclamations et des trébuches, la vérité vraie sur les espérances attachées à l'évacuation de Rome, espérances qui ne se contentent pas des deux côtés des Alpes. Voilà comment les ennemis de l'Eglise entendent les suites de l'exécution " loyale " de la Convention de septembre. Nous voyons de démentir que les conséquences qui leur apparaissent au bout de cette Convention ne supportent pas l'examen aux simples points de vue de la loyauté élémentaire, du droit élémentaire et des notions élémentaires de la civilisation. Si nos adversaires sont en mesure de nous prouver que, après le départ de notre armée, tout peut se passer à Rome selon leurs vœux, sans que l'honnêteté et la justice en souffrent, nous leur demandons de ne pas nous priver de leurs bonnes raisons.

Grands personnages en danger.

NAPOLEON III.

Paris, 17 octobre.

Les nouvelles qui nous arrivent de Biarritz sont excellentes. S. M. l'Empereur va et vient, s'occupe de tout, de réceptions, de voyages, de travaux; il n'est pas jour qu'il n'aille surveiller les travaux du port de refuge, qu'il dirige en personne, et il scabale ne pas songer à son retour à Paris; personne ne parle du départ et ne sait quand il aura lieu.

L'IMPÉRATRICE DU MEXIQUE.

Miramar, 18 octobre.

Une dépêche de Trieste annonce qu'aucun changement notable n'a eu lieu dans l'état de santé de l'impératrice du Mexique. Seulement, on constate que Sa M. justé prend, depuis deux jours, quelques aliments, et qu, la nuit, son sommeil est moins agité. Le comte de Flandre et l'archiduc Charles-Louis ont quitté Miramar.

LE COMTE BISMARCK.

Berlin, 15 octobre.

La santé de M. le comte de Bismark est la grande préoccupation du moment, ou du moins un des sujets les plus ordinaires des conversations. J'apprends par les journaux qu'il a séjourné quelques jours à Patbus, dans l'île de Rügen, où il a reçu, comme de raison, l'accueil le plus enthousiaste. Ce que c'est que d'être premier ministre et victorieux! Mais, par malheur, quelquefois les honneurs ont leurs inconvénients, et même les roses ont leurs épines. M. de Bismark n'est pas non plus irréprochable de ce côté; si ce que j'entends dire est vrai, il est fort adonné aux plaisirs de la table; il fut bien touché par quelque point à l'humanité.

LE CZAR.

Moscou, 15 octobre.

Serait-ce aux contrariétés de toute nature qui semblent assaillir Alexandre II qu'il fut attribuer la maladie à laquelle il est actuellement en proie? Je l'ignore, mais toujours est-il que la santé de ce monarque est altérée; et qu'il est très-souffrant à l'heure où je vous écris.

MARÉCHAL NARVAEZ.

Madrid, 16 octobre.

Le maréchal Narvaez sur l'énergie duquel se pose le salut du ministère espagnol et peut être de la dynastie, est souffrant.

L'EMPEREUR D'AUTRICHE.

Prague, 27 octobre.

Un individu a voulu tirer, ce soir, sur l'Empereur François-Joseph, en sortant du théâtre. Un angeur l'a arrêté à temps. — Mincere.

Faits Divers.

INCENDIE.—Dimanche soir, vers 5 heures, le feu s'est déclaré dans le second étage d'une maison dans la rue du Cal-de-Sac, demeure de P. Smith, hôtelier, et la propriété de P. Dem-

était déjà plus que millionnaire. Cependant qu'il faisait bâtir de vastes hangars, qu'il agrandissait ses chantiers, qu'il étendait le cercle de ses affaires, qu'il multipliait le nombre de ses agents, il vivait avec son fils dans la plus modeste maison de l'endroit, se passait de domestiques et se privait même du luxe de l'aisance. Cette austérité, si peu d'accord non-seulement avec sa fortune, mais encore avec le poids des travaux qu'il accumulait sur lui, surprenait d'autant plus, qu'il était invariable, à l'égard des malheureux, libéral jusqu'à profusion. Sans parler des aventuriers qui l'exploitaient journellement, toujours impunément, il accordait du travail à qui en voulait, distribuait les aumônes à pleines mains, fondait des écoles, contribuait pour une somme considérable à l'édification d'un hôpital. On l'avait vu sacrifier des intérêts immenses plutôt que d'avoir un procès.

Ce n'était rien encore. A toute heure du jour et de nuit, on trouvait Clément prêt à rendre service, à se dévouer, voire à sacrifier sa

vie. On eût dit même qu'il ne fût nul part plus à l'aise qu'au centre des plus grands dangers. Il n'était pas un désastre, dans la ville, auquel ne se rattachât le souvenir de son courage. On citait de lui plus volontiers divers traits qui approchaient réellement de l'héroïsme. Un sinistre, allumé par la foudre, menaçait de dévorer la ville : le vent propageait l'incendie de quartier avec une rapidité extraordinaire; les habitants, comprenant leur impuissance, restaient plongés dans la terreur et le désespoir. Tout à coup, sur le fait d'une charpente menaçant ruine, dans un tourbillon de fumée rougeâtre, était apparu Clément la hache à la main. Au risque d'être vingt fois englouti sous les décombres, frappant à droite et à gauche avec une vigueur humaine, il était parvenu à faire ce qu'on appelle la part du feu et à préserver ainsi de la ruine une foule d'artisans et d'industriels.

Quelque six mois auparavant, par un temps effroyable, pour sauver quatre malheureux que l'orage avait surpris, il s'était bravement, sans

hésitation, exposé sur le lac à un péril peut-être plus grand encore. En présence du ciel noir sillonné d'éclairs, du vent furieux qui bouleversait l'Ontario et qui soulevait des montagnes, les hommes les plus intrépides manquaient de courage. Il eût fallu, à leur avis, être frappé de démençe pour oser affronter un pareil ouragan. Aussi fût-ce avec une indicible épouvante qu'on vit Clément s'élaner dans une barque et s'abandonner aux vagues. On le considéra sur-le-champ comme perdu. Toutefois, il n'avait pas seulement échappé à une mort certaine, il avait encore eu l'incroyable bonheur de voir son audace couronnée d'un plein succès.

Enfin, on ne se souvenait pas sans le plus vif enthousiasme du dévouement vraiment sublime qu'il avait déployé durant une épidémie. La population était plus que décimée; les riches, les prêtres, les médecins eux-mêmes, du moins ceux qui n'avaient pas succombé, s'étaient enfués, on ne voyait que morts et mourants; à l'aspect du drapeau noir flottant sur les églises et la maison

commune, ceux que la contagion épargnait agonisaient de peur. Clément parut se jouer d'un fléau qui répandait l'alarme à dix lieues aux alentours. Non content de ne pas émigrer, il parcourait les rues, relevait le courage des uns, contraignait les autres à l'action, soignait les malades, enterrait les morts. Outre qu'il sauva nombre de gens par l'intrépidité de son exemple à force d'énergie il préserva de la peste une ville déjà dépeuplée par l'épidémie. Cependant, le fléau passa sur sa tête et celle de son fils sans même y toucher. Il semblait décidément que cet homme qui méprisait si profondément la mort fût également méprisé d'elle.

En dépit de tels services, la reconnaissance à son égard se bornait à une sorte d'admiration superstitieuse. Il donnait lieu à trop de maximes singulières et inquiétantes. Les remerciements ne lui causaient que de la gêne. Le contact de ses semblables le rendait tout honteux. Sa tristesse, son abnégation, sa témérité, ressemblaient aux effets du remords. De plus, il était notoire

que de sa maison, la nuit, s'échappaient parfois des hurlements sauvages, à croire que le père et l'enfant se prenaient de querelle et se ruaient l'un sur l'autre. Comment ne l'eût-on pas fui, quand déjà son extérieur, sa taciturnité, la vue de son fils, suffisaient et au delà à éteindre aussitôt dans tous les esprits jusqu'à la velléité de le connaître intimement?

Sosthènes occupait le premier étage d'une maison située non loin du domicile de Clément. Les contradictions étaient évidentes dans quelques-uns des bruits dont celui-ci était l'objet. On pouvait d'ailleurs les avoir inventés, ou du moins singulièrement exagérés. En définitive, il n'était personne qui ne tint ce Français pour le plus inoffensif et le meilleur des hommes. Sosthènes s'était décidé à lui rendre visite.

Il n'avait qu'à se louer de l'accueil qu'il en avait reçu. Les apparences étaient loin de répondre aux commérages en circulation. Au premier abord, Sosthènes se félicita d'avoir fait ses réserves. C'était trop se hâter. Insensiblement, il se